

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 17 JUILLET 1928.

Rapport de la Commission de la Justice chargée d'examiner le Projet de Loi prorogeant les lois temporaires d'organisation judiciaire et la loi de surséance à certaines nominations judiciaires.

(Voir le n° 155 du Sénat.)

Présents : MM. BRAUN, président; ASOU, le baron DE BECKER REMY, DE CLERCQ, DE LEY, DISIÈRE, DU BOST, HÉNAULT, LEBON, MEYERS, PAULSEN et LIGY, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le Gouvernement, considérant avec raison que les Chambres ne pourront, avant le 15 septembre 1928, statuer sur les projets de loi tendant, l'un, à modifier certaines dispositions d'organisation judiciaire de compétence et de procédure, l'autre, à réduire le personnel des Cours et des tribunaux, a soumis au Sénat un projet d'ordre provisoire qui a pour but de régler temporairement la situation.

ARTICLE PREMIER.

Par cette disposition, il est prévu que, jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, les diverses lois que l'article énumère resteront en vigueur.

Le projet actuel ne fixe plus un jour déterminé pour la durée de ses effets; dans la pensée que le Parlement ne tardera pas à voter une loi définitive, le Gouvernement propose que la situation temporaire existante ne prendra fin que lors de l'entrée en vigueur de la loi définitive sur laquelle le Parlement est appelé à délibérer.

La rédaction nouvelle n'a pas soulevé d'objection.

ART. 2.

L'article 2 du projet propose que, de même, les dispositions de la loi du 20 juillet 1926, complétées par celles de la loi du 12 avril 1927 porteront leurs effets jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi relative à la réduction du personnel des Cours et tribunaux.

La loi du 20 juillet 1926 avait décidé qu'à dater du jour de sa publication et jusqu'au moment de l'entrée en vigueur de la loi relative à la réduction du personnel des Cours et tribunaux, et, au plus tard, jusqu'au 1^{er} août 1927, il ne serait plus pourvu à d'autres places judiciaires vacantes qu'à celles dont le maintien est prévu dans le projet de loi relatif à la réduction du personnel des Cours et tribunaux tel qu'il a été déposé par le Gouvernement.

La loi du 22 juillet 1927 a prorogé jusqu'au 15 septembre 1928 les effets de la loi de 1926.

D'après l'article 2 du projet la situation que créent les propositions du Gouvernement se prolongera jusqu'au jour où une loi définitive réglera la matière.

Votre Commission s'est, aussi, ralliée à cet article du projet.

ART. 3, 4, 5.

Le Gouvernement estimant, toutefois, d'après les rapports que lui ont adressés les autorités judiciaires, qu'il y a lieu d'apporter certains tempéraments à la réduction du personnel de la Cour de cassation et des Cours d'appel, telle qu'elle fut envisagée au projet déposé en 1925, propose de majorer le nombre minimum de magistrats que ce projet prévoyait.

Les tempéraments envisagés sont les suivants :

A la Cour de cassation, au lieu de 11 conseillers, outre le premier président et le président de chambre, il pourrait y en avoir 13 (art. 4, 1^o) et, au lieu de 2 avocats généraux, il y en aurait 3 (art. 5, al. 1^{er}).

A la Cour d'appel de Bruxelles, le nombre des présidents de chambre serait de 8, au lieu de 7 (art. 3); le nombre des conseillers de 35 au lieu de 28 (art. 3, 2^o); le nombre des avocats généraux de 9 au lieu de 8 (art. 5, 1^o), ce qui porterait à 44 le nombre des présidents et conseillers, à 14 le nombre des membres du parquet. Précédemment, la Cour de Bruxelles comptait 52 présidents et conseillers et 14 membres du parquet.

A la Cour d'appel de Gand, 2 conseillers en plus sont prévus (art. 4, 3^o). Il pourrait donc y avoir 17 présidents et conseillers et 6 membres du parquet (art. 5, al. *fine*). Précédemment, la Cour comptait 21 présidents et conseillers et 7 membres du parquet.

A la Cour d'appel de Liège, le projet prévoit, en plus, deux places de conseiller (art. 4, 4^o), ce qui porterait à 22 le nombre des présidents et conseillers; à 8, le nombre des membres du parquet. Précédemment, la Cour comptait 28 présidents et conseillers et 8 membres du parquet.

Enfin, l'alinéa final de l'article 5 dispose que les magistrats exerçant actuellement les fonctions du ministère public aux diverses Cours d'appel seraient maintenus en fonctions; il y a, au delà

des chiffres indiqués ci-dessus, un substitut à Bruxelles, 1 avocat général et 2 substituts à Gand, 1 substitut à Liège.

Votre Commission a été unanime à approuver les propositions du Gouvernement; mais, avec la modification suggérée par un membre, de porter de 3 à 4 le nombre des avocats généraux à la Cour de Gand. Cet honorable membre a fait remarquer que la Cour d'appel de Gand, actuellement divisée en cinq chambres, en conservera en tout état de cause au moins quatre. Or, aux termes de l'article 82 de la loi d'organisation judiciaire, il faut, par chambre de la Cour, un avocat général, et, en fait, il est impossible à trois avocats généraux de faire le service de quatre Chambres appelées à siéger quatre jours par semaine. L'augmentation préconisée ne ferait, d'ailleurs, que consacrer la situation existante.

Les suggestions du Gouvernement sont justifiées parce que les prévisions, qui légitimaient le projet de 1925, ne se sont d'aucune manière réalisées.

Le Gouvernement avait proposé de fixer à 10,000 francs, pour les tribunaux de première instance, le taux du dernier ressort. Alors que, sous l'empire des lois antérieures, un procès d'une valeur de 2,500 francs était susceptible d'appel, il aurait donc fallu à l'avenir que le litige eût une valeur d'au moins 10,000 francs pour être susceptible d'un recours devant la Cour d'appel. C'est qu'en réalité, par suite des conditions économiques nouvelles, un litige de 10,000 francs a une valeur moindre que n'avait, avant la guerre, un litige de 2,500 francs. Le Sénat s'était, pour ce motif, rallié aux propositions du Gouvernement. La Chambre des Représentants, dans le désir d'ouvrir plus largement les voies de l'appel contre les décisions des tribunaux de première instance, a fixé à 5,000 francs seulement le taux du dernier ressort.

D'autre part, trois ans se sont écoulés depuis que le Gouvernement déposa son projet et, pendant ce temps, tous

litiges dont la valeur atteignait 2,500 fr. ont pu être portés devant les Cours.

Les plaideurs ont profité de la tolérance de la loi.

Et, comme conséquence, le nombre des litiges en appel a augmenté dans d'inouïes proportions.

A la Cour de Bruxelles, il y avait, au début de l'année 1922-1923, 2,436 affaires civiles et commerciales à juger; au début de l'année 1927-1928, le chiffre avait bondi à 2,974.

A la Cour de Gand, il y avait, au début de 1922-1923, 196 affaires au rôle; au début de 1927-1928, il y en avait 285.

A la Cour de Liège, il y avait aux mêmes époques 332 et 405 affaires.

Comment les Cours d'appel seraient-elles en mesure, nonobstant une activité qui ne s'est pas un instant ralentie, de faire face, avec un personnel réduit, à l'augmentation constante des affaires à juger ?

Si l'on rappelle, d'autre part, que, depuis les lois qui ont permis aux inculpés de se présenter devant la chambre des mises en accusation, assistés d'un conseil, nombre d'audiences sont consacrées à l'instruction des affaires, il ne sera pas étonnant que le Gouvernement ait reconnu l'absolue nécessité d'augmenter le personnel des trois Cours d'appel.

Encore est-il prévu, d'après le premier alinéa de l'article 4, qu'il ne serait pourvu à la nomination des titulaires aux emplois indiqués au projet que dans la mesure où la bonne administration de la justice l'exigerait et après que le Roi aurait, quant à son opportunité, pris l'avis du premier président de la Cour et du procureur général.

Bien entendu, les mesures préconisées ne préjugent rien quant aux décisions à prendre par la Législature le jour où il s'agira pour les Chambres de statuer définitivement sur le projet de 1925, tel qu'il sera amendé à ce moment. La

question reste, à cet égard, entièrement réservée.

Le dernier alinéa de l'article 4 soulève une question qui mérite de retenir l'attention.

D'après cette disposition, l'ordre de présentation des conseils provinciaux aux places de conseillers à la Cour d'appel qui deviennent vacantes, reste réglé par la loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869 (article 70, modifié par les lois des 11 septembre 1895, 5 mars 1906 et 23 janvier 1921), sans tenir compte des places devenues vacantes et qui, par application de la présente loi, ne sont pas pourvues de titulaire.

Relevons, d'abord, une erreur d'impression. La loi de janvier 1921 n'est pas du 23, mais du 28 de ce mois.

Quant à l'article, il appelle quelques explications, à un double point de vue :

Il semble, d'une part, que pour les sièges supprimés, il ne puisse être question de présentations ni par les Cours, ni par les Conseils provinciaux.

Or, des présentations de candidats pour des places de conseillers ont été faites par les Cours d'appel, tout au moins, pendant l'époque qui s'est écoulée entre le moment où des sièges sont devenus vacants et le jour où la loi du 20 juillet 1926 est entrée en vigueur. S'il est certain que ces présentations sont devenues caduques, ne conviendrait-il pas que la loi s'en exprimât de manière à écarter tout doute ? Votre Commission le pense et suggère de compléter l'article 4 en ce sens.

Il faut s'entendre, ensuite, sur l'ordre dans lequel s'effectueront les présentations pour les sièges maintenus par le projet.

Le nombre de sièges de conseiller, réduit par le projet de 1925 à 36 pour Bruxelles, à 15 pour Gand et 20 pour Liège, est porté par le projet à 44 pour Bruxelles, à 17 pour Gand, à 22 pour Liège. Actuellement il y a 41 conseillers à Bruxelles, 18 à Gand, 25 à Liège,

Si, à Bruxelles, il pourra être nécessaire de pourvoir immédiatement à trois places, il faudra, avant qu'il y ait lieu à des présentations pour Gand, que deux conseillers aient quitté leurs fonctions, qu'à Liège trois conseillers se soient retirés.

Or, il se fait que, par suite de l'application des lois rappelées à l'article 4, dernier alinéa, le premier conseiller à désigner, à Bruxelles, occupera la trente-neuvième place, le deuxième, la quarantième, et ainsi de suite, jusqu'à la quarante-quatrième; à Gand, lorsqu'un siège sera vacant, d'après le projet, le titulaire occupera la quinzième place; à Liège, c'est la huitième place qui reviendra au premier conseiller à désigner.

L'on aurait donc le rythme suivant :

Pour la Cour de Bruxelles, les présentations pour le trente-neuvième, le quarante et unième et le quarante-troisième siège seront à faire par le Conseil provincial du Brabant, celles pour le quarantième et le quarante-deuxième sièges, par le Conseil provincial du Hainaut; celles pour le quarante-quatrième par le Conseil provincial d'Anvers; après quoi, l'ordre sera repris à partir du siège n° 2, afin de respecter la proportion admise au profit de la province de Brabant dans la répartition des présentations.

Pour la Cour de Gand, les présentations pour les sièges n°s 15 et 17 seront faites par le Conseil provincial de la

Flandre Orientale; celles pour le 16^e siège reviendront au Conseil provincial de la Flandre Occidentale; après quoi, l'ordre sera repris à partir du siège n° 1.

Enfin, pour la Cour de Liège, les présentations pour les sièges n°s 8, 10 et 12 reviendront au Conseil provincial de Liège; celles pour les sièges n°s 9 et 13 au Conseil provincial du Luxembourg; celles pour les sièges n°s 11 et 15 au Conseil provincial de Namur; celles pour le siège n° 14 à la province de Limbourg et ainsi de suite jusqu'au siège n° 22; après quoi, l'ordre sera repris à partir du siège n° 1.

Afin de dissiper toute équivoque, la Commission prie le Gouvernement de vouloir marquer son accord sur ce qui précède ou de faire connaître ses observations.

ART. 6 et 7.

Ces articles n'ont donné lieu à aucune observation.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent et des amendements qu'elle a formulés, votre Commission, Madame et Messieurs, a l'honneur de vous proposer, à l'unanimité de ses membres, l'adoption du projet de loi.

<i>Le Rapporteur,</i>	<i>Le Président,</i>
A. LIGY.	ALEX. BRAUN.

**AMENDEMENTS
PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION.**

1. Rédiger l'article 3 comme suit :

« Le nombre des présidents de chambre est fixé : à huit, pour la Cour d'appel de Bruxelles; à deux, pour la Cour d'appel de Gand; à trois, pour la Cour d'appel de Liège. »

2. A l'article 4 :

a) Remplacer à la fin des nos 2^o et 4^o la préposition « à » par le mot « de ».

b) Remplacer à l'alinéa 6 le chiffre 23 par le chiffre 28.

c) Ajouter à l'alinéa 6 les mots suivants :

« Toutefois, en ce qui concerne la Cour d'appel de Bruxelles, l'ordre de présentation étant épuisé, sera repris en commençant par la deuxième place. »

d) Ajouter un alinéa 7 conçu comme suit :

« Il ne sera pas présenté de candidats pour les sièges provisoirement vacants; les présentations qui auraient déjà eu lieu pour ces sièges seront réputées non venues. »

3. A l'article 5 :

a) Supprimer à l'alinéa 2 les mots : « près la Cour d'appel ».

b) Substituer au 2^o les mots : « trois avocats généraux » aux mots « deux avocats généraux ».

c) Remplacer le dernier alinéa par le texte suivant :

« Sont, toutefois, maintenus en fonctions les magistrats qui, dans les trois Cours d'appel, exercent actuellement les fonctions du ministère public. »

**AMENDEMENTEN
DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD.**

1. Artikel 3 te doen luiden :

« Het aantal kamervoorzitters wordt bepaald op acht, in het Hof van beroep te Brussel; op twee in het Hof van beroep te Gent; op drie in het Hof van beroep te Luik. »

2. Bij artikel 4 :

a) De Vlaamsche tekst blijft ongewijzigd.

b) In lid 6 het cijfer 23 door het cijfer 28 te vervangen.

c) Aan lid 6 de volgende woorden toe te voegen :

« Evenwel, wat betreft het Hof van beroep te Brussel, wordt, eens uitgeput, de orde van voordracht hernomen te beginnen met de tweede plaats. »

d) Een lid 7 toe te voegen luidende :

« Geen kandidaten worden voorgedragen voor de voorloopig opengevallen plaatsen; de voor deze plaatsen gedane voordrachten worden als ongedaan beschouwd. »

3. Bij artikel 5 :

a) In lid 2 de woorden : « bij het Hof van beroep » te doen wegvallen.

b) In 2^o de woorden : « twee advocaten-generaal » te vervangen door : « drie advocaten-generaal ».

c) Het laatste lid te vervangen door den volgenden tekst :

« Blijven, evenwel, in hun functie gehandhaafd de magistraten die thans het ambt van openbaar ministerie bij de drie Hoven van beroep uitoefenen. »

BELGISCHE SENAAAT

VERGADERING VAN 17 JULI 1928

Verslag uit naam der Commissie voor Justitie, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot verlenging van de tijdelijke wetten betreffende de rechterlijke inrichting en van de wet betreffende de schorsing van sommige benoemingen tot rechter.

(Zie n^o 155 van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren BRAUN, voorzitter; ASOU, baron DE BECKER REMY, DE CLERCQ, DE LEY, DISIÈRE, DU BOST, HÉNAULT, LEBON, MEYERS, PAULSEN en LIGY, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De Regeering, terecht overwegende dat de Kamers niet vóór 15 September 1928 kunnen beraadslagen over de wetsontwerpen waarvan het een voor doel heeft sommige bepalingen der rechterlijke inrichting te wijzigen, het ander het personeel van Hoven en rechtbanken te verminderen, heeft aan den Senaat een ontwerp van voorloopigen aard voorgelegd om den toestand tijdelijk te regelen.

EERSTE ARTIKEL.

Deze bepaling voorziet dat tot den dag waarop de wet tot wijziging van de wetten op de rechterlijke inrichting, de bevoegdheid en de rechtspleging van kracht wordt, de onderscheiden in het artikel opgesomde wetten van kracht blijven.

Het onderhavig ontwerp bepaalt geen vasten datum meer voor den duur harer toepassing; met de gedachte dat het Parlement eerlang een definitieve wet zal stemmen, stelt de Regeering voor dat de bestaande tijdelijke toestand

slechts zal ophouden bij de in werking-treding van de definitieve wet waarover het Parlement moet uitspraak doen.

De nieuwe tekst heeft geen tegenspraak uitgelokt.

ART. 2.

Artikel 2 van het ontwerp stelt voor dat insgelijks de bepalingen der wet van 20 Juli 1926 betreffende de schorsing van sommige benoemingen tot rechter, aangevuld bij de wet van 12 April 1927, van kracht blijven tot den dag waarop de wet tot vermindering van het personeel der Hoven en rechtbanken in werking treedt.

De wet van 20 Juli 1926 had besloten dat, vanaf den dag harer bekendmaking en tot de in werkingtreding van de wet op de vermindering van het personeel van Hoven en rechtbanken, en, uiterlijk tot 1 Augustus 1927, niet meer zou voorzien worden in andere rechterlijke openstaande plaatsen dan in deze waarvan het behoud voorzien wordt in het ontwerp betreffende de vermindering van het personeel van Hoven en rechtbanken zooals het door de Regeering werd ingediend.

De wet van 22 Juli 1927 heeft deze van 1926 tot 15 September 1928 verlengd.

Volgens artikel 2 van het ontwerp zal de toestand door de Regeeringsvoorstellen geschapen, voortduren tot den dag waarop een definitieve wet den staat van zaken zal regelen.

Uwe Commissie heeft zich ook bij dit artikel van het ontwerp aangesloten.

ART. 3, 4, 5.

De Regeering echter oordeelt, op grond van de verslagen haar toegestuurd door de rechterlijke overheid, dat er zekere verzachtingen dienen toegebracht aan de vermindering van het personeel van het Hof van cassatie en van de Hoven van beroep, zooals zij werd voorgesteld in het in 1925 ingediende ontwerp. Derhalve stelt zij voor het minimum-aantal magistraten, bij dit ontwerp voorzien, te verhoogen.

De beoogde verzachtingen zijn de volgende:

Bij het Hof van cassatie, in stede van 11 raadsheeren, buiten den eersten voorzitter en den kamervoorzitter, zouden er 13 kunnen zijn (art. 4, 1^o), en in stede van 2 advocaten-generaal, zouden er drie zijn (art. 5, 1^e lid).

In het Hof van beroep te Brussel zou het aantal kamervoorzitters 8 bedragen, in stede van 7 (art. 3); het aantal raadsheeren 35 in stede van 28 (art. 3, 2^o); het aantal advocaten-generaal, 9 in stede van 8 (art. 5, 1^o), hetgeen het aantal voorzitters en raadsheeren zou brengen op 44, het aantal leden van het parket op 14. Vroeger telde het Hof te Brussel 52 voorzitters en raadsheeren en 14 leden van het parket.

In het Hof van beroep te Gent worden er 2 raadsheeren meer voorzien (art. 4, 3^o). Er zouden dus 17 voorzitters en raadsheeren mogen zijn en 6 leden van het parket (art. 5, *in fine*).

Vroeger telde het Hof 21 voorzitters

en raadsheeren en 7 leden van het parket.

In het Hof van beroep te Luik, voorziet het ontwerp bovendien twee plaatsen van raadsheer (art. 4, 4^o), hetgeen het aantal voorzitters en raadsheeren zou brengen op 22, en het aantal leden van het parket op 8.

Vroeger telde het Hof 28 voorzitters en raadsheeren en 8 leden van het parket.

Ten slotte wordt er in de slotalinea van artikel 5 bepaald dat al de magistraten die thans het ambt van het openbaar ministerie bij de onderscheiden Hoven van beroep uitoefenen, in hun functie worden gehandhaafd. Buiten de hooger vermelde cijfers zijn er nog 1 substituut te Brussel, 1 advocaat-generaal en 2 substituten te Gent, 1 substituut te Luik.

Eenparig heeft uwe Commissie de voorstellen der Regeering goedgekeurd, mits echter de wijziging voorgesteld door een lid er toe strekkende het aantal advocaten-generaal bij het Hof te Gent van 3 op 4 te brengen. Dit lid heeft doen opmerken dat het Hof van beroep te Gent, thans verdeeld in vijf kamers, er in elk geval ten minste vier zal behouden. Welnu, naar luid van artikel 82 der wet op de rechterlijke inrichting, is er per kamer van het Hof één advocaat-generaal noodig, en in feite is het voor drie advocaten-generaal onmogelijk den dienst waar te nemen van vier kamers, die vier dagen per week moeten zetelen. De voorgestelde wijziging zou trouwens enkel den bestaanden toestand bekrachtigen.

De voorstellen der Regeering zijn gewettigd omdat de vooruitzichten, die het ontwerp van 1925 billijkten, hoege-naamd niet in vervulling zijn gegaan.

De Regeering had voorgesteld het bedrag van den eersten aanleg, voor de Rechtbanken van eersten aanleg, te bepalen op 10,000 frank. Alswaanneer krachtens de vroegere wetten, een geding over een bedrag van 2,500 frank voor beroep vatbaar was, ware het dus

voortaan noodig geweest dat het geschil liep over een bedrag van ten minste 10,000 frank, om vatbaar te zijn voor verhaal bij het Hof van beroep.

In werkelijkheid heeft een geschil over 10,000 frank, wegens de nieuwe economische voorwaarden, eene geringere waarde dan een geschil over 2,500 fr. vóór den oorlog.

Derhalve had de Senaat zich aangesloten bij de voorstellen der Regeering.

De Kamer der Volksvertegenwoordigers, ten einde een ruimer beroep te verzekeren tegen de beslissingen der rechtbanken van eersten aanleg, heeft het bedrag van den hoogsten aanleg slechts op 5,000 frank bepaald.

Anderdeels zijn er drie jaren verlopen sedert de Regeering haar ontwerp heeft ingediend, en gedurende dit tijdperk konden al de geschillen, waarvan de waarde 2,500 frank bereikte, bij de Hoven aanhangig worden gemaakt.

De rechtzoekenden hebben voordeel uit de wet gehaald.

En als gevolg is het aantal zaken in hooger beroep in ongehoorde mate toegenomen.

In het Hof te Brussel moesten er aanvang 1922-1923, 2,436 burgerlijke en handelszaken worden berecht; aanvang 1927-1928 was dit getal tot 2,974 gestegen.

In het Hof te Gent stonden er, 1922-1923, 196 zaken op de rol; aanvang 1927-1928 waren er 285.

In het Hof te Luik bedroeg het aantal zaken op dezelfde tijdstippen 332 en 405.

Hoe zouden de Hoven van beroep bij machte zijn, spijs een onverpoosde bedrijvigheid, met een beperkt personeel, in dien bestendigen aangroei van zaken te voorzien ?

Als men daarbij denkt dat, sedert de wetten die aan de beklaagden toelaten door een raadsman bijgestaan, voor de kamer van inbeschuldigingstelling te verschijnen, tal van terechtzittingen aan het onderzoek der zaken worden besteed, dan valt het niet te verwonderen dat

de Regeering de volstreckte noodzakelijkheid heeft ingezien het personeel der drie Hoven van beroep te vermeerderen.

Toch voorziet het eerste lid van artikel 4 dat er in de benoeming der titularissen voor de aangegeven plaatsen zal worden voorzien in de mate waarin het voor het goede beleid der justitie vereischt is en nadat de Koning het advies van den voorzitter van het Hof en van den procureur-generaal zal hebben ingewonnen.

Wel te verstaan loopen de voorgestelde maatregelen niet vooruit op de beslissingen door de Wetgeving te treffen den dag dat de Kamers zullen moeten uitspraak doen over het ontwerp van 1925, zooals dit alsdan zal luiden. Het vraagstuk blijft aldus geheel voorbehouden.

Het laatste lid van artikel 4 doet een vraagstuk rijzen dat onze aandacht verdient.

Volgens deze bepaling blijft de orde van voordracht door de provinciale raden, ter voorziening in de openvallende plaatsen van raadsheer in het Hof van beroep, geregeld bij artikel 70 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting, gewijzigd bij de wetten van 11 September 1895, 5 Maart 1906 en 23 Januari 1921, zonder rekening te houden met de opengevallen plaatsen, waarvoor, bij toepassing van deze wet, geen titularissen worden benoemd.

Eerst moeten wij een drukfout terechtwijzen. De wet van Januari 1921 is niet van den 23^{sten}, doch van den 28^{sten}.

Het artikel zelve lokt een tweevoudige toelichting uit :

Het komt voor, eenerzijds, dat voor de opgeheven zetels er geen sprake kan zijn van voordrachten noch door Hoven, noch door de provinciale raden.

Voordrachten van kandidaten voor de plaatsen van raadsheer werden echter gedaan door de Hoven van beroep, althans, gedurende het tijdperk dat verliep tusschen het oogenblik waarop de plaatsen openvielen en den dag waar-

op de wet van 20 Juli 1926 van kracht werd. Staat het vast dat sommige voordrachten zijn vervallen, dan zou de wet dienaangaanden elken twijfel moeten opheffen. Dit is ook de meening uwer Commissie en zij stelt voor artikel 4 in dien zin aan te vullen.

Vervolgens moet men het eens worden over de orde waarin de voordracht zal geschieden voor de in het ontwerp behouden plaatsen.

Het aantal plaatsen van raadsheer, door het ontwerp van 1925 op 36 gebracht voor Brussel, op 15 voor Gent en op 20 voor Luik, wordt door het ontwerp opgevoerd tot 44 voor Brussel, tot 17 voor Gent en tot 22 voor Luik. Thans zijn er 41 raadsheeren te Brussel, 18 te Gent, 25 te Luik.

Zoo het te Brussel noodig mocht zijn onmiddellijk te voorzien in drie plaatsen, dan moeten eerst te Gent voordrachten worden gedaan en moeten er twee raadsheeren aftreden, en moeten te Luik drie raadsheeren verdwijnen.

Doch, tengevolge van de toepassing der in artikel 4 aangehaalde wetten, zal de eerst aan te duiden raadsheer te Brussel de negen en dertigste plaats bekleeden, de tweede de veertigste, en zoo voorts, tot de vier en veertigste; te Gent, wanneer een plaats openvalt, volgens het ontwerp, zal de titularis de vijftiende plaats innemen; te Luik komt de achtste plaats aan den eerst aan te duiden raadsheer toe.

Men zou aldus het volgende tempo bekomen :

Voor het Hof te Brussel, wordt de voordracht voor den negen en dertigsten, één en veertigsten en den drie en veertigsten zetel gedaan door den Provincieraad van Brabant; deze voor den veertigsten en den twee en veertigsten zetel, door den Provincieraad van Henegouw; deze voor den vier en veertigsten door den Provincieraad van Antwerpen;

waarna de volgorde hernomen wordt vanaf den tweeden zetel, ten einde de verhouding te eerbiedigen ten voordeele van de provincie Brabant bij de verdeling der voordrachten aangenomen.

Voor het Hof te Gent, worden de voordrachten voor de zetels van 15 en 17 gedaan door den Provincieraad van Oost-Vlaanderen; deze voor den zestienden zetel komen toe aan den Provincieraad van West-Vlaanderen; waarna de volgorde hernomen wordt vanaf den zetel n^r 1.

Ten slotte, voor het Hof te Luik, komen de voordrachten voor de zetels n^{rs} 8, 10 en 12 aan den Provincieraad van Luik; deze voor de zetels n^{rs} 11 en 15 aan den Provincieraad van Namen; deze voor den zetel n^r 14 aan de provincie Limburg en zoo voorts tot den zetel n^r 22; waarna de volgorde wordt hernomen vanaf den zetel n^r 1.

Ten einde alle dubbelzinnigheid op te klaren, verzoekt de Commissie de Regeering haar instemming te betuigen met het voorgaande of haar opmerkingen te doen kennen.

ARTT. 6 en 7.

Deze artikelen hebben tot geen enkele aanmerking aanleiding gegeven.

Met inachtneming van de voorgaande beschouwingen en de voorgestelde amendementen, heeft de Commissie, Mevrouw, Mijne Heeren, de eer U eenparig voor te stellen het wetsontwerp aan te nemen.

De Voorzitter,
ALEX. BRAUN.

De Verslaggever,
A. LIGY.

**AMENDEMENTS
PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION.**

1. Rédiger l'article 3 comme suit :

« Le nombre des présidents de chambre est fixé : à huit, pour la Cour d'appel de Bruxelles; à deux, pour la Cour d'appel de Gand; à trois, pour la Cour d'appel de Liège. »

2. A l'article 4 :

a) Remplacer à la fin des nos 2^o et 4^o la préposition « à » par le mot « de ».

b) Remplacer à l'alinéa 6 le chiffre 23 par le chiffre 28.

c) Ajouter à l'alinéa 6 les mots suivants :

« Toutefois, en ce qui concerne la Cour d'appel de Bruxelles, l'ordre de présentation étant épuisé, sera repris en commençant par la deuxième place. »

d) Ajouter un alinéa 7 conçu comme suit :

« Il ne sera pas présenté de candidats pour les sièges provisoirement vacants; les présentations qui auraient déjà eu lieu pour ces sièges seront réputées non avenues. »

3. A l'article 5 :

a) Supprimer à l'alinéa 2 les mots : « près la Cour d'appel ».

b) Substituer au 2^o les mots : « trois avocats généraux » aux mots « deux avocats généraux ».

c) Remplacer le dernier alinéa par le texte suivant :

« Sont, toutefois, maintenus en fonctions les magistrats qui, dans les trois Cours d'appel, exercent actuellement les fonctions du ministère public. »

**AMENDEMENTEN
DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD.**

1. Artikel 3 te doen luiden :

« Het aantal kamervoorzitters wordt bepaald op acht, in het Hof van beroep te Brussel; op twee in het Hof van beroep te Gent; op drie in het Hof van beroep te Luik. »

2. Bij artikel 4 :

a) De Vlaamsche tekst blijft ongewijzigd.

b) In lid 6 het cijfer 23 door het cijfer 28 te vervangen.

c) Aan lid 6 de volgende woorden toe te voegen :

« Evenwel, wat betreft het Hof van beroep te Brussel, wordt, eens uitgeput, de orde van voordracht hernomen te beginnen met de tweede plaats. »

d) Een lid 7 toe te voegen luidende :

« Geen kandidaten worden voorgedragen voor de voorloopig opengevallen plaatsen; de voor deze plaatsen gedane voordrachten worden als ongedaan beschouwd. »

3. Bij artikel 5 :

a) In lid 2 de woorden : « bij het Hof van beroep » te doen wegvallen.

b) In 2^o de woorden : « twee advocaten-generaal » te vervangen door : « drie advocaten-generaal ».

c) Het laatste lid te vervangen door den volgenden tekst :

« Blijven, evenwel, in hun functie gehandhaafd de magistraten die thans het ambt van openbaar ministerie bij de drie Hoven van beroep uitoefenen. »